

« Si la Conférence de Paris a marqué notre histoire collective, elle nous appelle à de nouveaux défis. Ce 22 avril à New York, la signature du texte par 175 pays - nombre qu'aucun observateur n'avait imaginé - montre que les Etats s'apprentent à relever les défis. De même, les responsables de la société civile redoublent d'effort pour faire vivre l'élan né lors de la COP21 et ancrer l'Accord de Paris dans le concret.

Ce qui compte à présent c'est d'accélérer le mouvement et de tenir les engagements... La COP22 à Marrakech, en terre d'Afrique, sera celle de l'innovation et du passage à l'acte non seulement en matière d'atténuation mais aussi d'adaptation aux effets du changement climatique par une coopération renforcée entre les acteurs de tous les pays, développés et en voie de développement. Dans cette perspective, et pour continuer à contribuer de façon active, concrète, et positive, notre cabinet veille à poursuivre l'information et la préparation des acteurs français qui se mobilisent dans une logique partenariale et d'alliances pour le climat ».

Sylvianne Villaudière, Dirigeante fondatrice du cabinet Alliantis

« CLIMAActu » est l'infolettre conçue et réalisée par le cabinet Alliantis sur le sujet du climat. Depuis 2014, vous y retrouvez régulièrement l'actualité liée au dérèglement climatique, abordée à travers différentes thématiques :

DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE
UNION EUROPEENNE ET CLIMAT
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
URGENCES CLIMATIQUES
MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

DE RIO+20 ... A LA COP22
AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT
PUBLICATIONS
REFERENCES MEDIAS POUR LA REALISATION
DE CETTE INFOLETTRE

DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE

Ce 22 avril 2016, l'Accord de Paris a été ouvert à la signature des Etats lors d'une cérémonie à laquelle le Secrétaire général de l'ONU a invité les dirigeants du monde. L'Accord pourra entrer en vigueur une fois que 55 États l'auront ratifié, et que 55% des émissions globales seront représentées par les signataires.

➔ Adopté en décembre 2015 par 195 pays des Nations unies, l'accord de 39 pages vise à contenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés : [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (anglais) ; [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (français)



[Lien Facebook de la COP22](#) - [Lien Twitter de la COP22](#)

- Pas moins de 175 pays ont signé à New-York l'accord de Paris, à l'issue de la cérémonie « d'ouverture à la signature » de l'accord de Paris, organisée ce vendredi 22 avril par Ban Ki-moon. Politiquement, cette journée est un succès pour le secrétaire général de l'ONU et les autorités françaises, représentées par le Président de la République. Sauf accident, l'accord conclu le 12 décembre à l'issue de la COP 21, devrait donc entrer en vigueur. Les deux conditions nécessaires à cette entrée étant d'être ratifié par 55 pays au moins, responsables d'au moins 55% des rejets mondiaux. «Car signer n'est pas ratifier», a rappelé, jeudi, Jonathan Pershing, nouveau négociateur en chef des Etats-Unis.

- Le Président de la République François Hollande a prononcé un discours en ouverture de la cérémonie de signature de l'accord de Paris sur le climat, dans lequel il a appelé à "donner un prix au carbone". C'est selon lui une condition nécessaire "pour réorienter les investissements et modifier les choix des entreprises comme des consommateurs". Il s'est donc "engagé au nom de la France à ce que le plus vite possible un prix du carbone puisse être fixé, d'abord en France, puis en Europe, puis dans le monde entier".

- Nicolas Hulot accompagne le Président François Hollande à l'ONU, où l'accord de Paris sur les changements climatiques est officiellement signé par les pays participants. Il juge les promesses insuffisantes. Interview.

- Lors de la cérémonie de signature, à laquelle ont assisté 55 chefs d'Etat et de gouvernement, le vice-Premier ministre chinois Zhang Gaoli a indiqué que la Chine procéderait à la ratification "avant le sommet du G20 à Hangzhou en septembre cette année".

- Mi-mars, la Chine avait publié son 13e plan quinquennal. Ce document fixe les orientations économiques et sociales du pays pour la période 2016-2020. Parmi les treize objectifs contraignants adoptés, dix concernent l'écologie. Par exemple, la part des énergies renouvelables devra atteindre 15% en 2020.

- Quelques jours avant la cérémonie officielle de ratification de l'accord de Paris, qui a lieu ce 22 avril 2016 à New York, la directrice de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), Christiana Figueres, a déclaré qu'une entrée en vigueur précoce était plausible : « Vous serez les premiers au courant : je pense que l'accord pourra entrer en vigueur d'ici à 2018 », a annoncé Christiana Figueres.

- L'accord sur le climat est officiellement signé ce vendredi 22 avril à New York, ouvrant la porte à un long processus de ratification. Prévoyant de contenir le réchauffement climatique en deçà de 2°C, l'accord pourrait néanmoins avoir un effet limité sur la baisse de l'utilisation des énergies fossiles. En coulisses, les règles de l'OMC limitent considérablement les politiques de transition énergétique. L'Inde, dont le dispositif de soutien au solaire vient d'être invalidé par l'OMC, en fait l'amère expérience.

- La présidente de la COP21 Ségolène Royal a participé au Forum de haut niveau organisé par le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique de l'Onu (OSAA), la Commission de l'Union africaine, le gouvernement suédois, au siège des Nations unies à New York, mercredi 20 avril, sur le thème : « L'Afrique que nous voulons en 2030, 2063 et au-delà ». Le Forum s'est intéressé, en particulier, aux trois thèmes suivants : 1/Vers une croissance économique transformatrice et une intégration régionale en Afrique. 2/L'autonomisation des femmes africaines. 3/La consolidation de la paix et la sécurité en Afrique.

- Désormais coordinateur, depuis fin mars, des engagements de l'Afrique dans le cadre des négociations mondiales sur le climat et les énergies renouvelables - décision prise par la dernière assemblée de l'Union africaine - le président guinéen, Alpha Condé, entend ne pas perdre de temps et insiste pour que les financements destinés à l'Afrique, dégagés dans le cadre de la COP21 et de la future COP22, ne transitent pas par la Banque africaine de développement (BAD), mais aillent le plus rapidement et le plus directement possible aux projets concernés.

- Les chefs de délégation d'une cinquantaine de pays s'étaient retrouvés les 15 et 16 avril dans le cadre d'une session informelle de négociations sur le climat. Une session organisée par Paris et co-présidée par le Maroc, pays hôte de la prochaine COP, qui aura lieu en novembre. Ce rendez-vous doit poser les premiers jalons de la mise en œuvre de l'accord sur le climat adopté en décembre dernier. Et préparer le passage de relais entre la présidence française de la COP21 et Marrakech, qui accueillera la COP22 à la fin de l'année.

- Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) s'est réuni en assemblée plénière à Nairobi au Kenya, du 11 au 13 avril. C'était la première assemblée plénière sous la présidence de M. Hoesung Lee, élu en octobre 2015, et la première depuis l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat. En tant que Présidente de la COP21, Ségolène Royal salue le lancement des travaux du 6ème rapport.

UNION EUROPEENNE ET CLIMAT

De leur côté, les dirigeants de l'Union Européenne tentent d'accélérer le mouvement en faveur des politiques Climat :

- Faute de consensus sur qui fait quoi en matière climatique, l'UE ne peut pour l'heure ratifier l'Accord de Paris. La Commission veut accélérer le processus. Alors que 165 chefs d'État et ministres de l'environnement se retrouvaient le 22 avril à New-York pour signer officiellement l'accord de Paris, l'Union européenne voit sa crédibilité climatique pénalisée par les divisions internes. Si le Vice-président en charge de l'Énergie, M. Sefcovic, était bien à New-York pour signer symboliquement l'accord au nom de l'Union européenne, cette dernière est aujourd'hui dans l'incapacité de ratifier l'accord de la COP 21, ce qui limite la portée de sa position. L'UE s'est en effet engagée à réduire ses émissions de 40 % d'ici 2030, sans toutefois préciser comment : le partage de l'effort entre les 28 pays reste à préciser.

- À l'occasion de sa première réunion officielle depuis son lancement en décembre 2015 à Paris, lors de la COP21, la Coalition pour le leadership en matière de tarification du carbone (CPLC) a lancé un appel à la fixation d'objectifs mondiaux dans le domaine de la tarification des émissions de carbone, et présenté ses nouveaux coprésidents. La coalition, qui rassemble des dirigeants nationaux, des chefs d'entreprise et des leaders de la société civile, sera coprésidée par Ségolène Royal, ministre française de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, en charge des Relations internationales sur le climat, et présidente de la COP21, et Feike Sijbesma, président-directeur général de la société Royal DSM, multinationale de produits nutritionnels et de matériaux basée aux Pays-Bas. Dans un communiqué publié le 18 avril, la CPLC déclare son appui à «la fixation d'objectifs mondiaux pour la quantité d'émissions assujetties à des systèmes probants de tarification du carbone, afin de porter une ambition collective au cours des dix prochaines années».

- L'UE va verser 122 millions d'euros supplémentaires pour éviter que la crise humanitaire ne se transforme en famine généralisée. Certaines ONG critiquent le manque de vision de long terme de l'aide européenne. La nouvelle aide européenne de 122 millions d'euros marque la gravité de la sécheresse entraînée par El Niño qui touche actuellement l'est de l'Afrique. Ce phénomène, qui se manifeste par une augmentation de la température à la surface de la mer, aggravée par le changement climatique, entraîne inondations et sécheresse. L'Éthiopie, et ses quelque 100 millions d'habitants, est le pays le plus touché. Plus de 10 % de sa population dépend de l'aide alimentaire pour survivre. C'est la pire des sécheresses depuis 50 ans : elle est encore plus grave que la famine de 1984-85, qui aurait fait un million de morts.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Adoptée au début de l'été par le Parlement français, la loi sur la transition énergétique a été officiellement promulguée au Journal officiel le 18 août dernier. Les décrets d'application du texte sont régulièrement publiés pour assurer sa mise en œuvre effective.

- Plusieurs acteurs dont la CGT et les Députés Michèle Rivasi (EELV) et Bertrand Pancher (UDI) ont annoncé leur intention de boycotter la conférence environnementale, qui se déroule ces 25 et 26 avril. D'autres participants se sont également interrogés sur leur participation, mais ont finalement décidé de ne pas faire la politique de la chaise vide. Cependant, ils attendent de vraies réponses de la part du gouvernement et se présenteront lundi avec leurs propositions.

[Retrouvez en ligne le programme au Palais de l'Élysée](#)

[Retrouvez en ligne le document reprenant les informations pratiques](#)

[Retrouvez en ligne le document reprenant l'organisation du déroulement des débats](#)

[Retrouvez en ligne le document des mesures de la table-ronde 1](#)

[Retrouvez en ligne le document des mesures de la table-ronde 2](#)

[Retrouvez en ligne le document des mesures de la table-ronde 3](#)

[Retrouvez en ligne le document « Les conférences environnementales : une mobilisation de tous les acteurs pour la transition écologique »](#)

[Retrouvez en ligne le document « Les conférences environnementales : des actions pour changer la France »](#)

- Le ministère de l'Environnement juge préoccupante l'application de la stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable, en particulier concernant deux enjeux majeurs : la biodiversité et le climat. La mise en œuvre de la stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable (SNTEDD) pour la période 2015-2020 est "préoccupante sur les enjeux écologiques majeurs (...) tels que le changement climatique, la perte accélérée de biodiversité, la raréfaction des ressources et la multiplication des risques sanitaires environnementaux". Le premier bilan officiel, publié le 11 avril, est qualifié de "contrasté" par le commissariat général au développement durable (CGDD) du ministère de l'Environnement.

- L'article 173 de la loi de transition énergétique pour la croissance verte impose aux entreprises d'inclure dans leur rapport de gestion annuel l'empreinte carbone de leurs activités. Mais aussi celles des produits et services qu'elles délivrent (Scope 3). Ces émissions indirectes peuvent être trois à quatre fois plus importantes que les émissions directes. Un défi pour les entreprises. Si elles sont de plus en plus nombreuses à reporter sur le Scope 3, elles sont encore loin de respecter une trajectoire en ligne avec les 2°C, selon un rapport publié par le Réseau Action Climat.

- Après la COP21, place à l'action. L'Institut Montaigne réunissait le lundi 11 avril PDG de grands groupes français et Laurence Tubiana, négociatrice du climat pour en débattre. Ils sont unanimes : il est nécessaire d'agir vite pour mettre en application les promesses de Paris. A commencer par le prix du carbone.

- Le 6 avril dernier, la Ministre en charge de l'Ecologie, Ségolène Royal avait signé la Programmation pluriannuelle de l'énergie, un document réglementaire présenté en deux temps. La première partie, concernant le développement des énergies renouvelables en France, a été présentée au Conseil Supérieur de l'énergie le 15 avril, celle relative au nucléaire a été reportée.

URGENCES CLIMATIQUES

La crise climatique s'aggrave et s'accélère, bien des faits et chiffres en attestent :

- D'après une nouvelle étude complexe de la NASA sur la gravité parue le 8 avril dernier, le changement climatique que subit actuellement notre planète pourrait avoir d'autres conséquences que prévues, notamment géophysiques. L'axe de rotation quotidien de la Terre pourrait être tout simplement dévié. C'est la conséquence de la réduction drastique des glaces polaires.

- Le mois dernier a été le mois de mars le plus chaud jamais enregistré et le onzième mois consécutif au cours duquel un tel record a été battu, une série inédite en 137 ans de relevés, ont indiqué mardi 19 avril des météorologues. La température moyenne mondiale à la surface de la planète en mars 2016 a été « la plus élevée pour un mois de mars dans les annales des statistiques sur la température mondiale de la NOAA », l'Agence américaine océanique et atmosphérique, a-t-elle précisé dans un rapport. Celle-ci effectue des relevés depuis 1880.

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- L'exposition « Les 12 solutions des enfants pour le climat » décore le hall d'entrée de l'ONU, à New York (États-Unis), du 18 au 22 avril. Une mise en valeur du travail des enfants d'une classe de CM1 de Toulouse.

- Intervention de Ségolène Royal, Présidente de la COP, au Forum de haut niveau de l'Union africaine 6 propositions pour les femmes et le climat en Afrique qui s'est tenu le 20 avril 2016 à New York.

- Table ronde organisée le 20 avril 2016 par Le Mouvement Européen France, Toute l'Europe, Chance aux concours et La Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale sur le thème « COP21, à nous de jouer ! ».

- Conférence organisée le 21 avril 2016 par l'association « Maroc Devoirs & Droits » avec le soutien de l'Ambassade du Maroc et de La Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale sur le thème : « Enjeux politiques et géopolitiques de la COP22 » (voir le programme).

- Un groupe de jeunes Américains a décidé de mettre le Gouvernement face à ses responsabilités en l'accusant de ne pas avoir su assurer leur avenir et de ne pas avoir, en toute conscience, pu limiter le réchauffement climatique. C'est la première fois qu'une telle plainte est déposée et suite sa rencontre avec les plaignants, le juge de la Cour Fédérale d'Eugene dans l'Oregon l'a retenue, ouvrant la voie à une audience préliminaire et, éventuellement, à un véritable procès.

- Le salon des maires d'Ile-de-France organisé par l'association du même nom, l'Amif, s'est achevé le 14 avril à Paris après trois jours de débats. L'un d'eux, sur la transition écologique des communes, a permis à l'Amif de présenter les grandes lignes d'un livre blanc qui répertorie les bonnes pratiques et méthodes à la disposition des élus pour assurer cette transition.

- Comme les jours précédents, la commission climat et écologie de la Nuit s'est réunie mardi 12 avril à 16 h, place de la République à Paris. Au programme de la deuxième partie de l'après-midi, la rédaction du manifeste de la commission.

- Dans une lettre ouverte envoyée ce mardi 19 avril aux chefs d'État et de gouvernement du G20, des Pays-Bas et de la Suisse, plus de 400 investisseurs institutionnels du monde entier pesant plus de 24 000 milliards de dollars d'actifs, réclament une entrée en vigueur rapide de l'Accord de Paris.

DE RIO+20 ... A LA COP22

Du Sommet de la Terre à Rio en 92... au Pavillon France Rio+20 en 2012 ***De la COP21... à la COP22***

Déjà présente à Rio en 1992 avec une délégation de chefs d'entreprises français pionniers du développement durable au moment du 1^{er} Sommet de la Terre, Sylvianne Villaudière a fondé en 2000 le cabinet Alliantis dont la vocation est de « tisser des alliances » et d'accompagner les décideurs en matière de stratégie de communication partenariale et RSE. Fortement mobilisé à l'occasion des deux grands événements mondiaux du développement durable : Rio+20 et la COP21 à Paris... le cabinet Alliantis prépare à présent la coordination Entreprises COP22.

(Cliquez [ici](#) pour lire la suite)

[Solutions COP21 – Vidéo Bilan du dispositif 2014 - 2015](#)

[Lien vers le site Solutions COP21 et le Hub des Solutions Climat](#)

AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT

- Les 25 et 26 avril 2016, Conférence environnementale à Paris au CESE.

- Les 5 et 6 mai 2016, Sommet action climat à Washington D.C. (Université du Maryland), aux Etats-Unis. Annoncé durant la COP21, il réunira les représentants des États, des Nations Unies, des villes, du secteur privé, de la recherche et des ONG.

- Les 10/11 mai 2016, Conférence internationale de l'Iddri «Sustainable development: it's time! »

- Du 10 au 13 mai 2016, 4th International Climate Change Conference : Adaptation Futures 2016. Practices and solutions – Un événement organisé par Programme of Research on Climate Change Vulnerability, Impacts and Adaptation (PROVIA) (Rotterdam, Pays-Bas)

- Le 13 mai 2016, Rencontre ACCID sur le thème : Et maintenant, « COM'21 »
- Du 16 au 26 mai 2016, 42ème session de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), au siège du secrétariat, à Bonn, en Allemagne.
- Le 17 mai 2016 : Réunion du « COPIL Entreprises » présidé par Brice Lalonde, en vue de la Cop22. Lancement de la Coordination France-Maroc COP22, avec le soutien de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale.
- Les 17 et 18 mai 2016, Séminaire R&D de l'Ademe sur le thème : « La recherche au service de la transition énergétique »
- Du 24 au 26 mai 2016, 21^{ème} Conférence Internationale sur les Transports et la Pollution de l'Air "TAP 2016" organisée par l'IFSTTAR
- Du 28 au 30 mai 2016, Forum International Météo - Climat 2016 à l'Hôtel de Ville de Paris
- Le 30 mai 2016, 13e forum de la météo et du climat au CESE
- Du 30 mai au 5 juin 2016, Semaine européenne du développement durable
- Les 6 et 7 juin 2016, 10^{ème} Rencontres de la Performance Energétique organisée par l'Ademe
- Les 28 et 29 juin 2016, 2e Business & Climate Summit à Londres coprésidé par Mark Kenber, DG du Climate group, et Brice Lalonde, conseiller spécial pour le développement durable auprès du Global Compact.
- Les 18 et 19 juillet 2016, MEDCOP22 à Tanger (Maroc)
- Du 26 au 28 septembre 2016, « Climate Chance » : Sommet mondial sur le climat des acteurs non étatiques. Une initiative de « Nantes Métropole » produite par « La Cité Nantes Events Center/Centre des Congrès)
- Les 5 et 6 novembre 2016, 12th Conference of Youth (COY)
- Du 7 au 18 novembre 2016, COP22 à Marrakech (Maroc)

PUBLICATIONS

- Une étude évalue le risque du réchauffement à 2.500 milliards de dollars, soit 1,8 % des actifs mondiaux.
- Le Commissariat Général au Développement Durable publie son baromètre annuel des préoccupations environnementales des Français. Comme les trois années précédentes, l'air et le réchauffement climatique restent les deux principales préoccupations environnementales des français.

REFERENCES MEDIAS POUR LA REALISATION DE CETTE INFOLETTRE

www.lemonde.fr; www.enerzine.com; www.francesoir.fr; www.agencececofin.com; www.journaldelenvironnement.net; www.lefigaro.fr; www.loractu.fr; www.heloim.sinclair.over-blog.com; www.francetvinfo.fr; www.aujourd'hui.ma; www.euractiv.fr; www.novethic.fr

Qui sommes-nous ?

Alliantis est un cabinet de conseil intervenant depuis sa création en 2000 dans le domaine de la stratégie de communication en réseau. Il accompagne les décideurs publics et privés soucieux de développer ou redéfinir les relations qu'ils entretiennent avec les parties prenantes des projets dont ils sont porteurs.

Alliantis a été co-fondateur avec Hopscotch de Solutions COP21, organisé à l'initiative du Comité 21 avec les membres et réseaux du Club France Développement durable.

Si vous souhaitez nous faire parvenir des informations susceptibles d'apparaître dans cette infolettre, merci de nous envoyer un mail à Brice Lafon : blafon@alliantis.fr

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette infolettre, merci de nous renvoyer un mail à alliantis@alliantis.fr.



Cabinet Alliantis

25 boulevard Malesherbes
75008 Paris

Tel : 01 44 56 09 56

www.alliantis.fr



www.solutionscop21.org